

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 14 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LACOMBE ECOBOIS

63 AVENUE DU 18 JUIN 1940
19100 Brive-La-Gaillarde

Références : 2025-02-14 UiD192025-0010r georisques

Code AIOT : 0003103485

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2025 dans l'établissement LACOMBE ECOBOIS implanté 63 AVENUE DU 18 JUIN 1940 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE. L'inspection a été annoncée le 18/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACOMBE ECOBOIS
- 63 AVENUE DU 18 JUIN 1940 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE
- Code AIOT : 0003103485
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS LACOMBE ECOBOIS est spécialisée dans le négoce bois et le traitement du bois .

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installation de traitement du bois - Conformité et régularisation	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 1.1 - 1.3 - 3.5	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande d'action corrective	1 mois
2	Capacité de rétention et stockages.	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	7 jours
3	Impact sur les eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 9.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 25/10/2023, article L.512-7-6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/12/2023 notifié le 18/12/2023 l'exploitant n'a pas procédé à la régularisation administrative de son installation pour son activité de traitement de bois ni effectué de suivi de la nappe souterraine.

Pendant l'inspection, il a déclaré cesser son activité. Le présent rapport d'inspection s'inscrit donc sous cette perspective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation de traitement du bois - Conformité et régularisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 1.1 - 1.3 - 3.5
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier
Prescription contrôlée : <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés soumises à enregistrement au titre de la rubrique n°2415 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux installations ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement complète à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Les installations existantes sont les installations régulièrement autorisées ou bénéficiant de l'article L. 513-1 du code de l'environnement ou ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation complète avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents, plans, registres, justificatifs, résultats de mesures, etc. mentionnés dans le présent arrêté.</p>
Constats : L'exploitant réalise une activité de vente de bois et dispose d'une installation de traitement du bois par trempage d'un volume supérieur à 1 000 L sans disposer d'une autorisation préfectorale d'enregistrement et ce malgré l'arrêté de mise en demeure notifié le 18/12/2023 de déposer un dossier d'enregistrement ou de cesser son activité. <p>À ce jour, l'exploitant n'a pas déposé de dossier d'enregistrement au titre de la rubrique 2415. L'Inspection a constaté la présence du bac de trempage (3/4 plein d'un liquide) et la présence d'une cuve de biocide (SARPALO) vide. L'exploitant indique cesser son activité fin février et libérer la parcelle sous location fin mars 2025.</p> <p>Une installation classée pour la protection de l'environnement a été exploitée sans disposer d'un arrêté préfectoral d'enregistrement au titre de la rubrique 2415. Suite au courriel d'annonce du 18/12/2024 de l'inspection de suivi de la mise en demeure, l'exploitant a transmis par courriel le 19/12/2024 l'audit de recollement effectué par la société DEKRA daté du 25/01/2024. L'exploitant n'a pas régularisé la situation administrative de son installation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Conformément à ses déclarations le jour de l'inspection, l'exploitant doit mettre en œuvre la cessation de son activité. Les éléments attendus sont renseignés dans le point de contrôle cessation activité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Capacité de rétention et stockages.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>II. – Les installations de traitement (par aspersion, trempage, autoclave) ainsi que les aires d'égouttage sont implantées dans des locaux couverts et en rétention, sur des sols étanches, et munis de points bas permettant de récupérer les écoulements et fuites accidentelles. Une alarme installée au point bas permet de détecter et signaler toute présence anormale de liquide. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets conformément au chapitre VIII. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés d'une alarme de niveau. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres matières dangereuses, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés (réservoirs enterrés double paroi avec système de détection de fuite).</p> <p>IV. - Les installations de traitement par trempage et autoclave disposent d'une capacité de rétention étanche, d'un volume au moins égal à la quantité de produit de traitement présent et résistante à l'action physique et chimique des fluides Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>V. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>VI. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement</p>
Constats : L'Inspection a constaté la présence du bac de trempage (3/4 plein d'un liquide) et la présence d'une cuve de biocide (SARPALO) vide. L'exploitant indique cesser son activité et libérer la parcelle sous location fin mars 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit notifier au Préfet sous 7 jours sa décision d'arrêter son activité et transmettre un calendrier associé correspondant aux différentes étapes à réaliser dans ce cadre.</p> <p>L'exploitant doit notamment faire procéder à l'évacuation du produit biocide et déchets associés et du bac de trempage. Il doit transmettre à nos services le bordereau de suivi de déchets dangereux.</p> <p>Les éléments attendus dans le cadre de la procédure de cessation sont renseignés dans le point de contrôle N°4.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Impact sur les eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Trois forages, au moins, sont implantés sur le site dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique. Tous les six mois, au moins, des prélèvements sont effectués dans la nappe et le niveau piézométrique de chaque puits est relevé. La fréquence de prélèvement entre les campagnes considère les périodes de hautes eaux et basses eaux et est adaptée en cas de constat d'une pollution. En cas d'absence d'impact sur plusieurs campagnes, une évolution de la fréquence de surveillance peut être fixée par arrêté préfectoral, sans excéder deux ans entre deux surveillances.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Ces mesures comprennent, en plus des substances pertinentes mentionnées ci-dessus, au moins les éléments suivants</p>
Constats : L'Inspection a constaté la présence de 3 piézomètres sur site. L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection de rapport d'analyse sur les eaux souterraines. Un devis du laboratoire QUALYSE établi en janvier 2025 a été présenté pour la prestation des analyses des eaux souterraines mais celles-ci n'ont pas été réalisées. L'exploitant déclare cesser son activité. La nécessité de procéder à ces analyses sera donc intégrée à la démarche de cessation décrite au point de contrôle N°4 et en lien avec l'entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit mettre en oeuvre la cessation d'activité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/10/2023, article L.512-7-6
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation.</p> <p>A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au premier alinéa, lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>Toutefois, dans le cas où la réhabilitation prévue en application de l'alinéa précédent est manifestement incompatible avec l'usage futur de la zone, apprécié notamment en fonction des documents d'urbanisme en vigueur à la date à laquelle l'exploitant fait connaître à l'administration sa décision de mettre l'installation à l'arrêt définitif et de l'utilisation des terrains situés au voisinage du site, le préfet peut fixer, après avis des personnes mentionnées au premier alinéa, des prescriptions de réhabilitation plus contraignantes permettant un usage du site cohérent avec ces documents d'urbanisme.</p> <p>Pour un nouveau site, l'arrêté d'enregistrement détermine, après avis des personnes mentionnées au premier alinéa, l'état dans lequel devra être remis le site à son arrêt définitif. A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au même premier alinéa, l'usage retenu pour déterminer l'état dans lequel devra être mis le site est un usage comparable à celui des installations pour lesquelles un enregistrement est demandé. Lorsqu'ils estiment que la réhabilitation ainsi prévue est manifestement incompatible avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme le justifient au regard de l'usage futur de la zone, tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le représentant de l'Etat dans le département peut alors fixer, après avis des personnes mentionnées audit premier alinéa, des prescriptions de réhabilitation plus contraignantes permettant un usage du site cohérent avec ces documents d'urbanisme.</p> <p>L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant réalise une activité de vente de bois et dispose d'une installation de traitement du bois par trempage d'un volume supérieur à 1000 L sans disposer d'une autorisation préfectorale d'enregistrement au titre de la rubrique 2415.</p> <p>À ce jour, l'exploitant a déclaré oralement cesser son activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cadre de la cessation d'activité, l'exploitant doit réaliser différentes opérations visant à garantir que son site ne présente plus d'inconvénients pour l'environnement .</p> <p>L'exploitant notifie au préfet sous 7 jours la date de cet arrêt en indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment (article R.12-75-2 du Code de l'environnement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° L'évacuation des produits dangereux (bain de traitement et autres déchets) sous 1 mois ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>L'usage prévu pourra être conformément à l'article D556-1A du Code de l'environnement et au PLU un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, un usage industriel.</p> <p>L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières. Les différentes attestations sont à transmettre à l'Inspection des installations classées (DREAL) sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois